

N° 4861<sup>5</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

**PROJET DE LOI**

fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification:

1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;
2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs;
3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;
4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;
5. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation;
6. de la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours;
7. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers;
8. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
9. de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;
10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

\* \* \*

## RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE, DES POSTES ET DES TRANSPORTS

(14.10.2003)

La Commission se compose de: M. John SCHUMMER, Président-Rapporteur; MM. Lucien CLEMENT et Marc ZANUSSI, Vice-Présidents; M. François BAUSCH, Mme Mady DELVAUX-STEHRER, Mme Agny DURDU, M. Gusty GRAAS, M. Fernand GREISEN, M. Norbert HAUPERT, M. Marcel SAUBER et M. Marcel GLESENER, Membres.

\*

### ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 25 octobre 2001 par le Ministre de l'Economie M. Henri Grethen. L'Union luxembourgeoise des consommateurs a émis son avis le 27 septembre 2001, la Chambre de Commerce le 29 avril 2002 et la Chambre des Métiers le 2 mai 2002.

Le 10 décembre 2002 le Conseil d'Etat a émis son avis. Suite aux remarques faites par le Conseil d'Etat, le gouvernement a introduit, par dépêche du 6 mars 2003, un texte amendé du projet de loi. En date du 1er juillet 2003, le Conseil d'Etat a émis son avis complémentaire.

Lors de sa réunion du 11 février 2003, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (ci-après „la Commission“) a désigné son Président Monsieur John Schummer rapporteur du présent projet de loi et a procédé à un premier examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat.

La Commission parlementaire a examiné le projet de loi amendé à la lumière de l'avis complémentaire de la Haute Corporation lors de sa réunion du 8 octobre 2003 et a adopté le présent rapport lors de sa réunion du 14 octobre 2003.

\*

### BREF HISTORIQUE

La directive 98/27/CE relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs<sup>1</sup> est le fruit d'une réflexion nourrie notamment par le Livre vert sur „l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation dans le marché unique“<sup>2</sup> adopté le 16 novembre 1993 par la Commission européenne. La consultation subséquente montrait clairement que la notion d'action en cessation (action visant en règle générale à obtenir la cessation d'un comportement que la loi qualifie d'illicite) existait bel et bien dans tous les Etats membres. Toutefois, il s'avérait que l'efficacité de ces actions en cessation était compromise chaque fois qu'une pratique illicite avait son origine dans un pays B autre que le pays A où elle produisait ses effets.

C'est ainsi que les instances communautaires, convaincues que „... la coordination des règles nationales relatives aux actions en cessation s'impose afin de rendre à ces règles, dans le cadre du marché intérieur, l'efficacité qui leur est propre dans un contexte strictement national.“<sup>3</sup>, ont adopté en 1996 une proposition de directive qui vise justement la coordination des recours nationaux que sont les actions en cessation. Ce texte a débouché en 1998 sur la directive 98/27/CE.

Les travaux de transposition au Luxembourg ont été lancés en 2001 par le dépôt d'un projet de loi.<sup>4</sup> Toutefois, dans son avis du 10 décembre 2002, le Conseil d'Etat a affiché „son opposition formelle aux principes qui président à la transposition de la directive 98/27/CE par le truchement du texte du projet de loi sous examen“.<sup>5</sup> La Haute Corporation a ainsi principalement contesté l'approche proposée par le

1 Directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs. JO L 166 du 11 juin 1998

2 COM (93) 576

3 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs. COM (95) 712 final du 24 janvier 1996, p. 6

4 Document parlementaire 4861

5 Document parlementaire 4861<sup>2</sup>, p. 2

gouvernement pour mettre en place de nouvelles actions en cessation par rapport aux droits de recours d'ores et déjà ouverts dans trois lois luxembourgeoises.<sup>6</sup> Ce dernier a réagi en proposant, accompagnés d'une note explicative, des amendements gouvernementaux sous forme d'un projet de loi amendé qui remplace le texte initialement déposé.<sup>7</sup> Cette nouvelle mouture a trouvé les faveurs du Conseil d'Etat qui y marque son accord dans son avis complémentaire du 1er juillet 2003.

C'est donc sur le projet de loi amendé qu'a porté l'analyse de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports lors de sa réunion du 8 octobre 2003.

\*

## OBJET DU PROJET DE LOI

L'objectif du projet de loi sous rubrique est la transposition en droit national de la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs (ci-après „la Directive“).

Cette nouvelle loi étendra l'instrument de l'action en cessation à tous les textes législatifs portant transposition des directives reprises à l'annexe de la Directive. Ce faisant, la protection des consommateurs se voit largement renforcée du fait de la possibilité pour des personnes, associations ou groupements habilités de faire cesser des pratiques – même transfrontalières – contraires aux intérêts collectifs des consommateurs dans de nouveaux domaines du droit de la consommation. L'action en cessation leur ouvre en particulier un accès facile et rapide à la justice ce qui est de nature à augmenter la confiance des consommateurs dans le marché unique et à favoriser le déploiement du marché intérieur. Ce développement est à saluer alors que le règlement des litiges de consommation tant nationaux que transnationaux nécessite une attention accrue à un moment où le droit de la consommation s'avère suffisamment développé pour offrir un niveau élevé de protection aux consommateurs, mais où ni le respect de ces dispositions protectrices ni le règlement des différends qui s'en suit n'apparaissent suffisamment garantis.

Quelques aspects de la future loi méritent d'être relevés.

Tout d'abord, dans la lignée de ce qui est prévu par la Directive, le projet de loi arrête les conditions devant être respectées par toute association constituée au Luxembourg qui veut se voir reconnaître le droit d'intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs. Les organisations ainsi agréées peuvent, à l'instar de ce qui se fera pour des organismes similaires dans les autres Etats membres, être inscrites dans une liste à publier par la Commission européenne. Ces organisations dites entités qualifiées dans la terminologie communautaire peuvent par la suite intenter des actions en cessation dans un autre Etat membre à condition que l'infraction – qui a son origine dans cet Etat membre – lèse les intérêts protégés par cette entité.

Toutes ces entités qualifiées doivent protéger les intérêts collectifs des consommateurs par opposition aux intérêts individuels des consommateurs. Cette notion „d'intérêts collectifs“ nouvellement introduite dans le droit communautaire de protection des consommateurs est définie dans un considérant de la Directive comme étant des intérêts „... qui ne sont pas une simple accumulation d'intérêts de particuliers auxquels il est porté atteinte par une infraction; ...“.<sup>8</sup> Tout récemment, la Commission européenne vient d'en proposer la définition suivante: „les intérêts généraux des consommateurs, à l'exclusion de l'accumulation des intérêts particuliers des consommateurs ayant subi un préjudice du fait d'une infraction.“<sup>9</sup> La Commission voudrait à cet égard, à l'instar de l'Union luxembourgeoise des consommateurs, renvoyer à la jurisprudence de la Cour de Cassation française qui, en marquant son hostilité à une interprétation trop restrictive de cette notion „d'intérêt collectif“ tout en soulignant par

6 1. La loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs; 2. La loi modifiée du 27 novembre 1986 réglementant certaines pratiques commerciales et sanctionnant la concurrence déloyale; 3. La loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués.

7 Document parlementaire 4861<sup>3</sup>

8 Considérant (2) de la Directive

9 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs (COM (2003) 443 final, article 3 l)

ailleurs qu'il y a besoin de caractériser le préjudice (direct ou indirect) invoqué<sup>10</sup>, a tracé le cadre de la mise en œuvre de ce nouveau concept qui pourrait s'avérer une ligne de conduite intéressante pour la jurisprudence luxembourgeoise.

Outre les entités qualifiées habilitées dès lors à intenter dans les conditions fixées par le projet de texte des actions en cessation dans le cadre de toutes les lois transposant les directives reprises à l'annexe de la Directive, d'autres acteurs – le collège médical dans le cadre de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments par exemple ou encore un groupement professionnel dans le cadre de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs – peuvent le cas échéant demander la cessation d'un acte illécite devant un tribunal d'arrondissement au Grand-Duché. L'intervention des professionnels pourrait à cet égard s'avérer particulièrement bénéfique dans la mesure où celle-ci vise en premier lieu à faire interdire des pratiques déloyales de concurrents ce qui contribue au renforcement d'une saine concurrence sur le marché et au maintien d'un cadre compétitif sécurisé pour les consommateurs.

En deuxième lieu, la Commission entend souligner et entièrement souscrire aux améliorations apportées par les amendements gouvernementaux proposés à la suite des critiques émises par le Conseil d'Etat. Il apparaît en effet que les modifications ainsi introduites harmonisent les aspects procéduraux et intègrent, dans la mesure du possible, les nouvelles dispositions dans les lois récentes. De même, la Commission peut se rallier à l'argument avancé par le gouvernement pour écarter à ce stade la subordination de l'action en cessation à des consultations extrajudiciaires préalables. En revanche, la Commission serait partant pour qu'on reconsidère dans un proche avenir la demande émanant de la Chambre de Commerce et appuyée par ailleurs par le Conseil d'Etat. Le gouvernement considère lui-même cette possibilité comme n'étant pas dénuée d'intérêt, mais dit l'avoir écartée au stade actuel pour des raisons impératives de calendrier. Dès lors, rien ne s'oppose à ce que cette idée fasse l'objet de consultations „tripartites“ ultérieures, consultations se situant dans le droit fil du dialogue social luxembourgeois.

En guise de conclusions, la Commission voudrait exprimer son souhait de voir tant les entités qualifiées que les autres acteurs habilités par le présent projet de loi s'investir activement dans le recours aux actions en cessation. „Ainsi, par principe, l'accès des consommateurs à la justice constitue un corollaire inévitable à toute initiative relevant du droit de la consommation. Cela signifie que s'il n'existe pas de moyen efficace qui permette au consommateur de se prévaloir des droits que lui reconnaît un instrument législatif, celui-ci est condamné à l'échec.“<sup>11</sup> Dès lors, la Commission ne partage pas le scepticisme affiché par l'Union luxembourgeoise des consommateurs dans son avis lorsqu'elle s'interroge sur la portée pratique de la Directive. Il est vrai que les personnes et organismes auxquels des lois existantes confèrent le pouvoir d'entamer des actions en cessation se sont montrés jusqu'à présent très réservés en ce qui concerne le recours à cet instrument. Nonobstant ce constat, la Commission se dit confiante qu'avec l'élargissement du champ d'intervention de l'action en cessation résultant du présent projet de loi, les personnes, groupements et organismes habilités (dont les entités qualifiées des autres Etats membres) s'emploieront de manière plus active à protéger les consommateurs contre des pratiques illicites et à assurer une concurrence saine tant sur le marché national que sur le marché européen.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *L'intitulé du projet de loi*

La Commission reprend la suggestion émise par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire pour actualiser l'intitulé du projet de loi en y intégrant les références à la nouvelle loi sur les contrats à distance. Le point 10 du libellé se lira dès lors comme suit:

„10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance.“

<sup>10</sup> Lamy droit économique 2003 4833 sequ.

<sup>11</sup> Goyens, Monique: Le règlement des litiges de consommation. In: Revue des affaires européennes 3 (1994), p. 45

### *Article 1er*

L'article 1er énumère les conditions à remplir par une association implantée au Luxembourg pour obtenir l'agrément du ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs nécessaire pour l'exercice des actions en cessation.

La Commission souscrit au texte en l'état qui reprend les suggestions émises par le Conseil d'Etat. Elle ne partage pas entièrement l'interprétation que réserve la Haute Corporation au passage final du commentaire des articles initial consacré à cet ancien article 8. Si l'agrément vise en effet l'obtention de l'autorisation nécessaire afin de pouvoir entamer des actions en cessation, les conditions à remplir par l'association demanderesse peuvent toutefois s'interpréter de façon plus large comme critères de représentativité (dans un domaine donné le cas échéant) et de stabilité. Dès lors, tout en admettant avec le Conseil d'Etat qu'il ne faut pas faire un détour par le Journal officiel des Communautés européennes pour détecter les associations représentatives luxembourgeoises – risque d'ailleurs écarté par l'ajout opéré à la fin du 2e alinéa –, la Commission partage l'avis du gouvernement que „se sont exclusivement les associations ayant obtenu agrément qui peuvent se voir confier par l'Etat des missions d'intérêt général en matière de protection des consommateurs (p. ex. réalisation de campagnes d'information)“.<sup>12</sup>

### *Article 2*

L'article 2, qui reprend fidèlement le texte proposé par le Conseil d'Etat, n'appelle pas de commentaires de la part de la Commission.

### *Article 3*

Sans commentaire.

### *Article 4*

A l'instar de ses articles consécutifs, l'article 4 modifie une loi spéciale pour y intégrer les dispositions (harmonisées) relatives à la procédure de l'action en cessation. Etant donné que cet instrument existait depuis 1995 en cette matière, le présent projet de loi se limite, outre l'harmonisation ci-avant évoquée, à ajouter aux requérants d'ores et déjà prévus (toute personne, le collège médical et le conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie) les organisations y habilitées en vertu du présent article 1er.

### *Article 5*

La loi modifiée du 25 août 1983 connaît de l'action en cessation depuis ses premiers débuts. Dès lors, le projet de loi se borne, tout comme il le fait dans son article 4, à aligner la procédure sur les modalités nouvellement retenues et à ajouter les organisations habilitées en vertu de l'article 1er au nombre des requérants existants (toute personne, un groupement professionnel ou une association de consommateurs représentée à la commission des prix). Le gouvernement a à juste titre omis cette dernière catégorie qui se retrouvera désormais parmi les organisations soumises à agrément.

### *Article 6*

L'action en cessation est nouvellement introduite dans la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes. Le projet de loi sous rubrique se limite à une transposition stricte de la Directive en réservant l'action en cessation aux seules organisations habilitées en vertu de l'article 1er, choix auquel la Commission peut souscrire.

### *Article 7*

Même remarque que sub article 6 pour ce qui est de l'action en cessation nouvellement introduite dans la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.

### *Article 8*

Même remarque que sub article 6 pour ce qui est de l'action en cessation nouvellement introduite dans la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation.

---

<sup>12</sup> Document parlementaire 4861, p. 10

*Article 9*

Même remarque que sub article 6 pour ce qui est de l'action en cessation nouvellement introduite dans la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

*Article 10*

Même remarque que sub article 6 pour ce qui est de l'action en cessation nouvellement introduite dans la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel.

*Article 11*

Même remarque que sub article 6 pour ce qui est de l'action en cessation nouvellement introduite dans la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique.

*Article 12*

La loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative remplace l'ancienne loi modifiée de 1986 dite sur la concurrence déloyale qui prévoyait déjà le mécanisme de l'action en cessation. C'est pourquoi les dispositions existantes sont modifiées pour les aligner sur la procédure harmonisée tout en maintenant le droit d'intervenir pour tous les requérants d'ores et déjà y autorisés (toute personne, un groupement professionnel ou une association de consommateurs représentée à la commission des prix), cette dernière catégorie étant toutefois devenue caduque puisqu'elle se retrouvera désormais parmi les organisations soumises à agrément.

*Article 13*

Même remarque que sub article 6 pour ce qui est de l'action en cessation nouvellement introduite dans la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance.

\*

## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports recommande à la Chambre des Députés de voter le texte du projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

## „PROJET DE LOI

**fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification**

1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;
2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs;
3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;
4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;
5. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation;
6. de la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours;
7. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers;
8. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
9. de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;
10. de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

**Art. 1er.**— Le droit d'intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs est reconnu à toute association:

1. qui a comme objet la protection des intérêts collectifs des consommateurs;
2. qui justifie, à la date de la demande d'agrément, d'une année d'existence à compter de la date de la constitution;
3. qui justifie d'une activité effective et publique en vue de la défense des intérêts collectifs des consommateurs;
4. qui réunit, à la date de la demande d'agrément, un nombre de membres suffisant eu égard au cadre de son activité;
5. qui est valablement constituée conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif et qui répond aux exigences de cette loi.

L'agrément des organisations est accordé par décision du ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs, qui informe la Commission de l'Union européenne de sa décision si l'organisation agréée en fait la demande.

L'agrément ouvre droit à inscription sur la liste publiée au Journal officiel des Communautés européennes en application de l'article 4, point 3 de la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans et il est renouvelable.

Les demandes d'agrément et de renouvellement sont adressées par lettre recommandée avec avis de réception au ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs.

La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant la date d'expiration de l'agrément en cours.

L'agrément est retiré lorsque les conditions énumérées à l'alinéa 1 ne sont plus remplies.



**Art. 2.**— Les organisations agréées au titre de l'article 1er et les organisations justifiant d'une inscription sur la liste publiée au Journal officiel des Communautés européennes en application de l'article 4, point 3 de la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs peuvent agir devant la juridiction luxembourgeoise compétente pour faire cesser ou interdire tout agissement illicite au regard des lois qui leur confèrent ce droit. Cette action n'est valablement introduite que pour autant que les intérêts protégés par ces organisations sont lésés et que l'objet social de l'organisation justifie le fait qu'elle intente une action dans une affaire donnée.

**Art. 3.**— La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes „Loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation“.

**Art. 4.**— L'article 19-1 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments est remplacé par les dispositions suivantes:

**„Art. 19-1.— Action en cessation**

Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête de toute personne, du collège médical, du conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie ou des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner la cessation des actes de publicité ou l'interdiction d'actes de publicité projetés, lorsqu'ils sont contraires à l'article qui précède et au règlement pris en son exécution.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros.“

**Art. 5.**— La loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs est modifiée comme suit:

1° L'article 5 est remplacé par la disposition suivante:

**„Art. 5.—** Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement du domicile du demandeur siégeant en matière commerciale peut, à la requête de toute personne, d'un groupement professionnel ou des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation, constater le caractère abusif d'une clause ou d'une combinaison de clauses au sens des articles 1er et 2 et dire que cette clause ou combinaison de clauses est réputée nulle et non écrite.

Les organisations visées à l'alinéa précédent peuvent également diriger contre un ou plusieurs professionnels du même secteur économique ou leurs organisations professionnelles une action en suppression d'une ou de plusieurs clauses abusives dans les modèles de conventions habituellement proposées par les professionnels aux consommateurs et dans ceux destinés aux consommateurs et proposés par les organisations professionnelles à leurs membres.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale



prend toutefois fin en cas de décision d'acquittement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision prononcée en vertu du présent article coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros."

2° L'article 6, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante:

**„Art. 6.– al. 2.–** Les personnes, les groupements professionnels et les organisations visées par l'article 1er de la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter une action en cessation peuvent se constituer partie civile devant les juridictions répressives relativement aux faits portant un préjudice à leurs intérêts particuliers ou collectifs."

**Art. 6.–** Un article 10-1, libellé comme suit, est inséré dans la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes:

**„Art. 10-1.–** Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale, à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation, peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire à l'article 10 de la présente loi.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquittement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros."

**Art. 7.–** L'article 28 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques est complété par le paragraphe 5 suivant:

**„(5)** Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire au présent article ou au règlement grand-ducal visé au paragraphe (4) ci-dessus.

L'action en cessation est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros."

**Art. 8.**— Un article 19-1, libellé comme suit, est inséré dans la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation:

„**Art. 19-1.**— Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions de la présente loi ou aux règlements d'application de la présente loi.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros."

**Art. 9.**— Un article 20-1, libellé comme suit, est inséré dans la loi du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours:

„**Art. 20-1.**— Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions de la présente loi ou aux règlements d'application de la présente loi.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros."

**Art. 10.**– Un article 14-1, libellé comme suit, est inséré dans la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l’acquisition d’un droit d’utilisation à temps partiel de biens immobiliers:

„**Art. 14-1.**– Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d’agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire à la présente loi.

L’ordonnance peut intervenir indépendamment de l’action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d’acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L’action en cessation est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L’affichage de la décision peut être ordonné à l’intérieur ou à l’extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l’affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l’affichage et à la publication qu’en vertu d’une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d’une amende de 251 à 50.000 euros.“

**Art. 11.**– Un article 71-1, libellé comme suit, est inséré dans la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique:

„**Art. 71-1.**– Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d’agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux articles 1 à 5, 19 à 21, 46 à 52 de la présente loi.

L’ordonnance peut intervenir indépendamment de l’action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d’acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L’action en cessation est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L’affichage de la décision peut être ordonné à l’intérieur ou à l’extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l’affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l’affichage et à la publication qu’en vertu d’une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d’une amende de 251 à 50.000 euros.“

**Art. 12.**– Les articles 23, 24 et 25, 3e alinéa de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d’y inclure la publicité comparative sont remplacées par l’article suivant:

„**Art. 23.**– Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d’arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête de toute personne, d’un groupement professionnel ou des organisations

visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner la cessation des actes contraires aux dispositions des articles 1 à 22 de la présente loi, même en l'absence de preuve d'une perte ou d'un préjudice réel ou d'une intention ou d'une négligence de la part de l'annonceur.

L'ordonnance peut intervenir indépendamment de l'action publique. La mesure ordonnée par le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prend toutefois fin en cas de décision d'acquiescement prononcée par le juge pénal et coulée en force de chose jugée.

L'action en cessation est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

En cas de publicité trompeuse ou de publicité comparative illicite, le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut:

- a) exiger que l'annonceur apporte des preuves concernant l'exactitude matérielle des données de fait contenues dans la publicité si, compte tenu des intérêts légitimes de l'annonceur et de toute autre partie à la procédure, une telle exigence paraît appropriée au vu des circonstances du cas d'espèce, et dans le cas de la publicité comparative, exiger que l'annonceur fournisse ses preuves à bref délai;
- b) considérer des données de fait comme inexactes si les preuves exigées conformément au point a) ne sont pas apportées ou sont estimées insuffisantes.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée."

**Art. 13.**— Un article 10-1, libellé comme suit, est inséré dans la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance:

„**Art. 10-1.**— Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du ... fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire tout acte contraire à la présente loi.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu de l'article 2 et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros."

Luxembourg, le 14 octobre 2003

*Le Président-Rapporteur,*  
John SCHUMMER